

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 46/023/2007 (Public)

Bulletin n° : 134

ÉFAI

Embargo : 25 juillet 2007 00h01 TU

Zimbabwe. Les femmes qui remettent en cause la politique du gouvernement sont en butte à une répression croissante

Au Zimbabwe, les femmes sont soumises à une répression croissante, alors qu'elles se mobilisent et interpellent le gouvernement sur la crise des droits économiques et sociaux qui s'aggrave dans le pays. C'est ce que dénonce Amnesty International dans un nouveau rapport publié ce mercredi 25 juillet 2007.

Dans son rapport, l'organisation dévoile les résultats d'une mission de recherche de trois semaines, au cours de laquelle ses délégués ont interrogé de très nombreuses femmes de tous âges, dans tout le Zimbabwe, dans des communautés urbaines comme des zones rurales.

« Le gouvernement zimbabwéen doit faire face aux problèmes économiques et sociaux de fond qui poussent les femmes à manifester, au lieu de les attaquer et d'ériger en infractions les activités légitimes qu'elles mènent pour défendre les droits humains », a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

Lors de leur mission au Zimbabwe, les délégués d'Amnesty International se sont entretenus avec de nombreuses militantes. Elles forment la majeure partie des centaines de défenseurs zimbabwéens des droits humains arrêtés de manière arbitraire et maintenus en détention pour avoir participé à des défilés de protestation ou à des réunions pacifiques au cours des deux dernières années. Les délégués ont dialogué avec de nombreuses femmes devenues défenseuses des droits humains parce que le gouvernement zimbabwéen avait à maintes reprises bafoué leurs droits.

La plupart ont rapporté avoir été victimes de coups et autres mauvais traitements – voire d'actes de torture – alors qu'elles étaient détenues par la police. Bien souvent, elles ont également essuyé des insultes sexistes et des accusations malveillantes visant à discréditer leur personnalité et leur travail. Certaines sont incarcérées avec leurs enfants ou alors qu'elles sont enceintes, dans des conditions effroyables qui sont loin de satisfaire aux normes internationales relatives aux droits humains.

« En butte au durcissement de la répression gouvernementale, les femmes au Zimbabwe font preuve d'une force de caractère, d'un courage et d'une détermination incroyables. Tout à fait conscientes des dangers qu'elles courent, elles refusent de se laisser intimider et de se soumettre », a relaté Irene Khan.

D'après les militantes, les policiers les accusent souvent d'être à la solde des gouvernements britannique et américain et de chercher à renverser le gouvernement zimbabwéen, et d'être ainsi les agents d'un changement de régime. Ces accusations sont fréquemment suivies de passages à tabac menés au hasard, qui entraînent parfois de graves blessures, notamment des membres cassés.

« Non seulement le gouvernement du Zimbabwe porte de fausses accusations contre les militantes, mais il nie toute responsabilité quant à la situation désespérée dans laquelle se trouvent ces femmes, a expliqué Irene Khan. Il tente notamment de nier toute relation de cause à effet entre ses politiques, la pauvreté croissante et la crise des droits humains qui s'étend à tout le pays. »

Clara, veuve de soixante ans de la province de Masvingo, est membre de la Women's Coalition, organisation nationale de défense des droits des femmes. En 2003, Clara a dénoncé lors d'une réunion villageoise la discrimination qui touche les partisans présumés des partis de l'opposition s'agissant de la distribution d'aide alimentaire dans son village. Accusée par les responsables locaux du parti au pouvoir d'appartenir au *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique), Clara n'est toujours pas autorisée à acheter du maïs auprès de l'organisme d'État Grain Marketing Board (GMB).

« Les femmes de ce pays exigent que leurs droits fondamentaux et ceux des membres de leurs villages soient respectés et protégés – et ce malgré une terrible répression qui se traduit notamment par des arrestations arbitraires et des actes de torture, a indiqué Irene Khan.

« Le traitement imposé aux défenseuses des droits humains maintenues en détention a des conséquences épouvantables pour ces femmes et leurs familles, en particulier pour les enfants qu'elles doivent abandonner, livrés à eux-mêmes. »

Au Zimbabwe, il est de plus en plus difficile pour les femmes des zones tant rurales qu'urbaines d'acheter de la nourriture, de prendre en charge les frais médicaux et de gagner de quoi subvenir aux besoins de leur famille. Les mesures de répression du gouvernement visant à lutter contre le commerce parallèle en 2005 ont principalement affecté des femmes démunies.

Les délégués d'Amnesty International peuvent témoigner du désespoir engendré par les hausses quotidiennes du prix des biens et services de base, comme l'alimentation et le transport, lors même que les salaires de la majorité des Zimbabwéens ont stagné. Partout où ils se sont rendus, les femmes tentaient désespérément de vendre leurs marchandises, tout en s'efforçant d'éviter de se les faire confisquer et de se faire arrêter par la police.

Par ailleurs, nombre de défenseuses des droits humains ne sont pas autorisées à acheter du maïs auprès du GMB, tout simplement parce qu'elles appartiennent à des organisations de défense des droits humains ou dénoncent la discrimination et d'autres violations perpétrées dans leurs villages. Cette interdiction bafoue leur droit à une nourriture suffisante.

« Les chefs d'État de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) doivent redoubler d'efforts afin de mettre un terme aux atteintes aux droits humains commises au Zimbabwe. Lors de leur prochaine réunion au sommet en Zambie en août 2007, les dirigeants de la SADC doivent insister pour que le président Mugabe en finisse immédiatement avec l'intimidation, les mauvais traitements, la torture et le harcèlement que subissent les détracteurs des politiques gouvernementales, a ajouté Irene Khan avant de conclure :

« Les militantes constituent une ressource précieuse pour le développement du Zimbabwe et doivent être considérées comme tel par le gouvernement. Elles jouent un rôle décisif dans la résolution des nombreux problèmes relatifs aux droits humains auxquels est confronté le pays. Le gouvernement doit reconnaître la légitimité de leur travail et éradiquer toute discrimination à l'encontre des femmes. »

Complément d'information

Les délégués d'Amnesty International ont à plusieurs reprises sollicité, par écrit et en direct, des rencontres avec les responsables du gouvernement zimbabwéen afin de s'entretenir de leurs préoccupations. Ces demandes ont toutes été rejetées.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>